



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 14 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 21/05/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAVED**

RD 139

Route de Mouliherne -Clefs  
49490 Noyant-Villages

**Références :** EC-2024-194-INSP-SAVED-Noyant-Villages-RAP

**Code AIOT :** 0006302581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement SAVED implanté RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 Noyant-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a permis de vérifier les dispositions prévues lors d'un déclenchement d'alarme du portique de détection de la radioactivité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVED
- RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Anjou Valorisation Énergie Déchets (SAVED), filiale du groupe VEOLIA, exploite depuis janvier 2005, à Lasse sur la commune de NOYANT-VILLAGES, une installation d'incinération et de valorisation de déchets non dangereux d'une capacité maximale de 120 000 t/an.

L'exploitation est réalisée dans le cadre d'une délégation de service public du Syndicat mixte Intercommunal de Valorisation Et de Recyclage Thermique des déchets (SIVERT). Des projets sont prévus en 2024-2025 (projet ECOCIR avec des évolutions en vue de fournir de la chaleur fatale aux serres depuis l'usine (fumées, vapeur condensée), mise en place de la deuxième serre, mise en place d'une chaudière gaz pour prendre le relai lors des arrêts techniques avec une alimentation par du

biogaz issu de méthanisation, développement d'une deuxième ligne)

### Thèmes de l'inspection :

- Déclenchement d'alarme du portique de détection de la radioactivité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Consigne en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 13.10	Demande d'action corrective	1 mois
3	Registre	Autre du 30/07/2003, article Fiche 3 - 1.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Local d'entreposage	Autre du 30/07/2003, article Annexe	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle à l'arrivée	AP Complémentaire du 26/10/2004, article 5.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a fait des constats nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle à l'arrivée

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/10/2004, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle à l'arrivée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de s'assurer de la conformité des déchets réceptionnés (nature et origine) par rapport aux dispositions du présent arrêté, tout déchet arrivant sur le site est soumis aux vérifications suivantes par l'exploitant ou une personne désignée par lui : <ul style="list-style-type: none"><li>- Existence du certificat d'acceptation préalable,</li><li>- Examen visuel du chargement soit à l'entrée du site soit au poste de déchargement</li><li>- Pesage du chargement</li><li>- Contrôle de la radioactivité du chargement à l'aide d'un portique de détection.</li></ul> Tout chargement non conforme au certificat d'acceptation est refusé.

En cas de déclenchement du portique de mesure de la radioactivité, l'exploitant informe immédiatement l'inspecteur des installations classées des mesures prises selon le protocole défini avant la mise en service des installations.

**Constats :**

La pesée en entrée de site est assurée par du personnel du syndicat SIVERT. En cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité, la personne du SIVERT alerte immédiatement l'exploitant (VEOLIA) pour l'avertir du déclenchement.

L'inspection des installations classées est avertie par mail lors des déclenchements.

Le portique et les 2 radiamètres sont régulièrement étalonnés par la société APVL. Le rapport du 31/08/2023 a été examiné et n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Consigne en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/10/2004, article 13.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consigne en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les consignes de sécurité sont établies pour faire face aux situations accidentelles et pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. Ces consignes indiquent notamment :

[...]

- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité

**Constats :**

La procédure MO 02 "Contrôle de la radioactivité" en date du 13/12/2021 détaille la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité. Elle est destinée à l'encadrement d'astreinte, aux chefs de quart et au contrôleur Sivert.

De manière générale, cette procédure est cohérente avec la démarche à suivre détaillée dans la circulaire du 30/07/2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies, et notamment dans sa fiche 3 précisant la méthodologie à suivre en cas de déclenchement sur les centres de traitement par incinération.

Néanmoins, cette procédure reste assez générale, il conviendrait de la modifier et/ou compléter afin de préciser toutes les étapes réalisées suite au déclenchement du portique, notamment, l'appel du personnel SIVERT à l'exploitant de l'usine, la zone d'attente de décroissance, le lieu de stockage quand le déchet est isolé après passage de Radioprotection Expertise, ...

Le logigramme présent dans la procédure ne précise pas qui est chargé du contact avec la société extérieure compétente pour isoler les déchets et les conditionner. Il convient également de préciser qui au sein du personnel de l'usine est en charge du suivi de la gestion en décroissance et de l'entreposage pendant cette période (suivi des mesures aux périodicités prévues, respect des

délais d'entreposage avant élimination, nature des contrôles avant élimination, contrôle et évacuation des déchets stockés en décroissance à l'issue du temps requis, archivage des bordereaux d'enlèvement des déchets, validation de la décision d'évacuation....). Ces mesures sont à adapter en fonction de la période des radioéléments.

Par ailleurs, dans la salle de quart, l'inspection a pu constater que la fiche réflexe "conduite à tenir en cas de détection de radioactivité – N°8" à disposition du chef de quart n'est pas en cohérence avec la procédure précitée. Idem dans le local d'accueil en entrée du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Registre

**Référence réglementaire :** Autre du 30/07/2003, article Fiche 3 - 1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre

**Prescription contrôlée :**

La fiche n°3 de la circulaire du 30/07/2003 précise :

1.1 Faire repasser au moins 2 fois supplémentaires le véhicule devant le portique et noter à chaque passage la valeur enregistrée par le portique. Ces passages successifs ont pour but d'éliminer les cas de fausse alarme consécutifs à un dysfonctionnement du portique. Les valeurs enregistrées par le portique seront reportées sur un registre avec la date du jour et devront être comparées au bruit de fond du portique pour apprécier l'intensité du rayonnement émis et déterminer la conduite à tenir. En cas d'une mesure supérieure à 50 fois le bruit de fond, il est nécessaire d'appliquer sans délai la procédure décrite au paragraphe 2. Durant ces passages, ne chercher en aucun cas à manipuler le chargement.

**Constats :**

La circulaire du 30/07/2003 prévoit qu'un registre mentionnant les valeurs enregistrées par le portique lors des différents passages soit tenu par l'exploitant. L'exploitant dispose d'un logiciel en local d'entrée et en salle de commande enregistrant toutes les pesées et valeurs enregistrées par le portique mais l'extraction des données n'est pas aisée.

Aucun autre outil de suivi n'a pu être présenté lors de l'inspection pour suivre la gestion du déchet en décroissance après déclenchement et garantir le respect des durées de décroissance en zone extérieure pour le camion comme pour les déchets isolés dans le placard dédié à cet effet. A titre d'exemple, l'exploitant n'a pas pu justifier de la date de sortie de deux lots de déchets ayant fait l'objet d'un déclenchement et d'une caractérisation en 2022 et 2023 et des modalités de leur évacuation finale vers une filière adaptée à leur activité radiologique (interventions du 10/11/2022 (pastille photoluminescente contenant du radium 226) et du 19/06/2023 : éléments de paratonnerre contenant du radium 226).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 4 : Local d'entreposage

**Référence réglementaire :** Autre du 30/07/2003, article Annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Local d'entreposage

**Prescription contrôlée :**

La circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies précise que :

Dans l'attente de la décroissance ou de la reprise par l'ANDRA, le(s) sac(s) doit(vent) être entreposé(s) dans un local fermé à clé et balisé dans lequel il n'y a pas de poste de travail permanent. Si des pièces occupées sont attenantes au local d'entreposage, il convient de demander à la société spécialisée d'effectuer des mesures radiamétriques autour de ce local et, si nécessaire, d'établir un périmètre de sécurité dans les conditions mentionnées en 1), ou de renforcer la protection autour des sources. Si l'exploitant ne dispose pas d'un local spécifique, il convient de choisir un lieu dans lequel il n'existe pas de poste de travail permanent.

**Constats :**

Après les 3 passages successifs du camion, si les déclenchements se poursuivent, le camion est isolé au niveau d'une alvéole de stockage des mâchefers avec un périmètre de sécurité de 1 µSv/h établi au radiamètre. Le chargement est repassé 24h plus tard sous le portique. Si le déclenchement persiste, l'exploitant fait appel à la société Radioprotection Expertise qui isole le déchet incriminé et le reconditionne.

Dans l'attente de la décroissance ou de la reprise par l'ANDRA, le déchet conditionné est entreposé dans un placard du local d'archives. Ce local est, selon l'exploitant, réservé aux responsables maintenance et production mais ces limitations d'accès ne sont pas formalisées. Un pictogramme indique le risque radioactif sur la porte du placard, néanmoins des bonbonnes d'eau ont été stockées devant le placard, indiquant que du personnel a pu s'approcher du placard.

Par ailleurs, ce placard ne peut être fermé à clé et d'autre part, la présence de gaines électriques expose les matières radioactives stockées à un sur-risque (incendie). Une réflexion doit être engagée par l'exploitant afin de trouver un lieu de stockage adapté au risque radiologique et répondant aux dispositions de la circulaire du 30/07/2003 précitée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois